

*Initiatives ministérielles*

nes âgées. Ces gens ne peuvent pas se déplacer et ils sont confinés à la maison.

Ils demandent à des parents d'aller leur chercher le courrier. C'est très bien pour ces ministres, un originaire de Toronto et l'autre de Montréal, qui n'ont probablement jamais vécu dans des zones rurales de notre pays assez longtemps pour se rendre compte que notre mode de vie est différent. Il faut comprendre qu'on a maintenant réduit le service. Alors que nous avions quatre ou cinq distributions par semaine, cinq dans la plupart des cas et six quand nous avions des bureaux de poste, on distribue le courrier deux fois par semaine... quand on le distribue. Nous avons réduit le service, et c'est là tout le problème.

Je voudrais reprendre une proposition qui a été faite par le syndicat pendant ces négociations. Le syndicat a proposé que la Société canadienne des postes utilise une partie des bénéfices que la fermeture de tous ces bureaux de poste lui permet de réaliser, lesquels s'élèvent à 42 millions de dollars par année, pour donner de l'expansion au service de distribution à domicile. Est-ce trop demander, à votre avis—je vous pose la question, monsieur le Président, ainsi qu'aux Canadiens et Canadiennes qui nous regardent—maintenant que la Société canadienne des postes est rentable, qu'elle réinvestisse ses bénéfices pour nous offrir de meilleurs services? C'est vraiment comme cela que la Société canadienne des postes est censé procéder.

Si nous avons doté cette société du genre de monopole dont elle jouit actuellement, c'est parce que nous nous étions rendu compte, en tant que Canadiens, qu'elle était plus qu'une simple entreprise commerciale. Elle constitue en fait un service essentiel pour nous tous, vu l'immensité de notre pays. Il n'y a que quatre ou cinq endroits au pays où la Société canadienne des postes peut faire de l'argent. Ailleurs, elle n'en fait pas. Les services postaux se trouvent à être subventionnés dans une certaine mesure par les contribuables canadiens. Nous ne nous y opposons pas, en tant que contribuables. Nous avons toujours accepté ce fait.

Nous avons dit à la Société canadienne des postes: «Vous pouvez gérer vos opérations plus à la façon d'une entreprise privée, accroître votre efficacité et envisager des moyens qui permettront de réduire les grosses subventions que nous vous versons. C'est une idée parfaitement acceptable.» Toutefois, nous n'avons pas dit que, ce faisant, elle devait réduire les services au point où une distinction s'établirait entre les Canadiens qui vivent dans une circonscription comme celle de Kenora—Rainy River et ceux de Montréal à qui on offre de meilleurs services parce qu'ils vivent à la ville plutôt que dans une

région rurale du nord-ouest de l'Ontario. Il se trouve que je suis d'origine rurale.

Là n'était pas notre intention quand nous avons donné à la Société canadienne des postes le mandat d'accroître son efficacité. Nous estimions simplement qu'une efficacité accrue était une bonne idée.

Il semble cependant y avoir un monde entre ce que le président de la Société canadienne des postes, M. Lander, et le président du SPC, M. Parrot, sont en train de faire. Selon ce dernier, l'objectif d'efficacité sera atteint. «Nous allons appliquer les changements et les améliorations technologiques», dit M. Parrot, «mais nous voulons aussi nous assurer que vous comprenez bien que les postes constituent un service essentiel.» Le syndicat croit que des améliorations sont encore possibles et qu'il pourrait adresser au conseil d'administration de la Société canadienne des postes des suggestions sur la façon de procéder parce qu'il croit—j'en ai la ferme conviction moi aussi en tant que député—qu'il incombe au syndicat de s'assurer que les services fournis à la population, du moins en ce qui concerne la distribution à domicile du courrier et des petits colis, sont les meilleurs au monde. Le syndicat n'en démordra pas.

Le gouvernement dit volontiers que nos services postaux sont les meilleurs au monde, mais à voir ce qu'il est en train d'en faire, ces services sont en passe de devenir les pires. S'il continue de laisser entendre que les super-boîtes sont la solution de l'avenir, la majorité des Canadiens, qui sont fatigués du manque de fiabilité du service postal, ne vont pas tarder à chercher une autre manière d'envoyer leur courrier.

Je tiens à ce que le ministre d'en face sache que, dans ma région, je cherche cet excellent service. J'ai tellement de plaintes au sujet du bureau de poste et j'écris au ministre et au président de Postes Canada si souvent que nous avons créé notre propre système interne à mon bureau de député, uniquement pour nous occuper des doléances et des plaintes qui ne cessent de pleuvoir au sujet de Postes Canada. Des lettres prennent des mois à refaire surface, la livraison n'est tout simplement pas fiable. Ce n'est pas non plus parce que les employés se croisent les bras. Seulement, on a tellement «dégraissé» le service qu'il leur est tout simplement impossible de faire leur travail. Le gouvernement devrait réfléchir au mandat qu'il a confié à Postes Canada et chercher à savoir pourquoi nous sommes en train d'avoir ce débat.

• (1250)

Permettez-moi de dire quelques mots au sujet de la sous-traitance, de l'idéologie et du point de vue du